



**COMPTE RENDU-PARTICIPATION CITOYENNE EUROPENNE
ACTION AVESNES LES AUBERT-SPIP CAMBRAI**

15/10/18

<https://www.quelleestvotreurope.fr/>

Mairie de Masnière, le 16/10/19

Présents :

- Monsieur Pascal LABY (Directeur de l'association Action)
- Monsieur Francis NOBLECOURT (Maire de la ville de Masnières)
- Madame Annie ALEXANDRE (Adjointe au Maire de Masnières)
- Madame Amélie DUBOIS (Animatrice de l'association Action)
- Madame Camille LEBRETON (Conseillère Pénitentiaire d'Insertion et de Probation)

21 participants

*Lors de cet échange autour de la participation citoyenne européenne, les participants ont été invité à dialoguer autour de la question de **la sécurité économique des citoyens européen**. Durant 1h30, chacun a pu exposer sa réflexion et des recommandations s'en sont dégagées.*

1)La rencontre a débuté par une présentation générale de l'Union Européenne autour de son Histoire et sa construction. Ainsi, la présentation des institutions a permis de schématiser le fonctionnement de l'Europe ce qui a engendré la question du vote lors des élections européennes.

Il a été rappelé à l'assistance qu'elles auront lieu du 23 au 26 mai 2019 et que leur participation permettrait de faire entendre leur voix.

2)Par la suite, nous avons développé les enjeux liés au vote. Il a été expliqué que même si une personne ne vote pas, indirectement elle choisit. Ce point de vue à été acquiescé par les participants. Ainsi, nous avons pu raccrocher cette intervention à l'objectif des consultations citoyennes européennes, soit un an avant les élections, **permettre aux citoyens européens de donner leur avis.**

3)Le débat s'est ensuite porté sur les biens faits acquis de l'Europe. Plusieurs idées ont été retenues telles que **l'instauration de l'Euro**, le fait que cette alliance de pays permettait d'avoir un **impact mondial plus important**, et d'avoir **la paix établie au sein des pays**. Nous nous sommes aperçu qu'en fonction de l'âge et de la catégorie socio professionnelle des personnes interrogées, la priorité était accordée de façon singulière.

4) Nous sommes davantage rentré dans le vif du sujet en présentant et détaillant le thème de la rencontre. Les participants ont pu échanger autour de la définition de **la sécurité économique**. Pour certains, il était question d'avoir suffisamment de ressources afin de pouvoir subvenir à ses besoins et pour d'autres, ils évoquent la sécurité sociale comme étant un gage de sécurité économique.

5) Dans l'objectif de faire avancer le débat, les participants ont émis des hypothèses concernant la façon dont on pourrait se prémunir des difficultés de cohabitation entre les citoyens européens. Une personne rappelle que **la lutte contre les discriminations doit être maintenue**, ou encore qu'on devrait **accéder à l'emploi de manière plus équitable**. Ainsi, le but est de **reconquérir les secteurs créateurs d'emploi** tels que dans le domaine du textile ou de l'industrie.

6) Nous avons développé la culture des fruits et légumes provenant de pays européens et l'approvisionnement de nos enseignes en produits estampillés BIO. Nous avons alors convenu qu'il serait opportun d'**imposer des normes environnementales et sociales**. De plus, un intervenant explique l'intérêt qu'il y aurait à développer l'industrie du bois et de la forêt française. En conclusion, les participants attendent qu'on puisse **favoriser la production nationale**. Les circuits de consommation pourraient ainsi être revus.

7) Au sujet de la création d'un **revenu de base universel**, les personnes présentes disent que c'est une bonne idée mais qui peut avoir des effets néfastes et augmenter l'oisiveté de certains citoyens. Cet argument a été longuement discuté et un participant dit que cette mise en place pourrait agir comme rempart à la délinquance. La grande majorité de l'assemblée est favorable à cette instauration et propose également **un système de cotisation universel**. Le sujet ramène toujours à cette même question, **comment faire en sorte que chaque citoyen puisse accéder à l'emploi ?**

Au cours des échanges plusieurs préconisations se sont dégagées :

- Accentuer la lutte contre les discriminations
- Faciliter l'accès à l'emploi
- Harmoniser les lois pour permettre de faire revenir le travail en France avec pour objectif le développement de l'harmonisation sociale
- Développer l'emploi dans l'industrie du transport et dans le service à la personne
- Reconquérir les secteurs créateurs d'emploi
- Imposer des normes environnementales et sociales
- Orienter la consommation de produits locaux
- Développer l'accès aux soins
- Instaurer un revenu de base universel
- Instaurer un système de cotisation universel

A l'issue de la rencontre, le Maire de Masnière Monsieur Francis NOBLECOURT, a invité les participants à aller voter aux élections et ainsi faire valoir leur citoyenneté européenne. Une collation a été proposée aux usagers.

Compte rendu rédigé par Camille LEBRETON, CPIP Stagiaire, service pénitentiaire d'insertion et de probation de CAMBRAI.